

# Une journée pour rebondir ?

La grève du 20 janvier, conçue sans lendemain et dont le leitmotiv principal est de demander au gouvernement de revenir à la table des négociations, ne brille pas par une volonté d'en découdre et d'indiquer que le seul moyen de faire reculer les Raffarin-Sellière, c'est aujourd'hui comme hier la mise en débat dans les assemblées générales d'une **grève générale reconductible, inter-catégorielle et interprofessionnelle**.

Pour autant, si le nécessaire combat pour une augmentation des salaires est légitime (5% de perte du pouvoir d'achat en 5 ans), **nous ne pouvons pas en rester là**, à défaut de se battre isolément, dossier par dossier là où une politique globale de démolition sociale est menée.

En effet, la droite frappe fort : aux **privatisations des services publics** (PTT, EDF-GDF, bientôt la SNCF ?...) répondent la **flexibilité** et le recours de plus en plus massif aux **emplois précaires** (non-titulaires, contractuels, vacataires...).

## AUTOGESTION CONTRE PRIVATISATION

**Les services publics fonctionnent de plus en plus comme des entreprises privées. La nécessaire défense de ce qui relève de la Collectivité devient intenable dans de nombreux secteurs. S'il est nécessaire de défendre bec et ongles ce qui reste du service public, il est aujourd'hui primordial de poser les bases dans nos revendications d'une reconquête, d'une réappropriation sociale des moyens de production, de distribution, de transport et de communication indispensables à une société égalitaire et solidaire.**

**Communistes libertaires et syndicalistes révolutionnaires, nous proposons que l'ensemble des services publics et des organismes de protection sociale (retraites, Sécu, chômage...) soient sous le pouvoir direct des salariés. Qu'ils/elles décident de ce qui doit être produit en fonction des besoins sociaux, qu'ils/elles décident de leur financement et contrôlent la répartition des fonds publics.**

différents secteurs (Education, Santé...) ne sont pas un défaut de prévision des gouvernements successifs, ils relèvent d'une politique de **précarisation des salariés du public** dans leur ensemble, induisant une augmentation de la charge de travail, l'introduction d'un volant de précaires afin de faire pression sur les titulaires.

Le projet de loi sur l'Education quand à lui, remet au goût du jour les vertus d'une école autoritaire et moralisatrice pour les enfants des classes populaires tout en offrant au Medef une future main d'œuvre bon marché et docile. **Elle ne règle aucune des inégalités dans l'accès au savoir, elle en prend acte et propose de faire de l'école une zone d'injustices** puisque la société l'est !

Le gouvernement Raffarin, zélé serviteur du Medef, cogne d'autant plus fort qu'il sait que l'ex-gauche plurielle (si elle revenait au pouvoir) ne remettrait pas en cause l'essentiel du traitement libéral de choc infli-

gé depuis 25 ans. Et comment le pourrait-elle puisque le PS et les Verts appellent à voter pour le projet de Constitution européenne qui grave dans le marbre toutes les politiques libérales de privatisation des services publics et de déréglementation de l'ensemble des droits des salariés. **On ne peut s'opposer à la politique de Raffarin en France et l'appuyer au niveau de l'Union européenne.**

Ce gouvernement est un gouvernement de combat, il lui importe guère d'être contesté dans la rue (mai-juin 2003) ou rejeté dans les urnes (régionales 2004). Il poursuit une politique au service des patrons, des gens de la finances et des classes possédantes en déployant dans des médias acquis à la nov-langue libérale tout un jargon managérial sur l'employabilité et l'adaptabilité des salariés aux réalités de l'économie. Est-il nécessaire de rappeler ce que, pour des salariés du commerce, l'adaptabilité veut dire quand on leur impose des emplois du temps de travail saucissonnés et des temps partiels ?

**Il n'est jamais trop tard pour réagir mais il faut tirer les leçons de mai-juin 2003.** On ne fera pas reculer ce gouvernement uniquement par une grève générale reconductible (qui reste décisif pour établir un rapport de force), il faut aussi remettre au centre de nos débats ce que nous entendons par service public, quel type de société en découle, pas seulement entre salariés du public mais avec l'ensemble des travailleurs du privé. De même, qu'il faut s'interroger sur la manière dont nous pratiquons les grèves en les rendant actives par l'organisation d'actions directes (occupations, blocages, harcèlement des représentants des ministères...), en les popularisant auprès des populations touchées par la libéralisation de tout ce qui relève des solidarités sociales et collectives.

**Les grèves des postiers (18 janvier), des cheminots (19 janvier), de l'ensemble des salariés du public (20 janvier) et les manifestations du 5 février (contre la casse du droit du travail, 35h...) si elles ne sont pas satisfaisantes en termes d'unité de la riposte à construire, peuvent être l'occasion cependant de rebondir, c'est aux salariés, aux chômeurs, aux jeunes, aux retraités, à tous les travailleurs, c'est à nous de décider de sortir de la torpeur.**



**Alternative libertaire**  
BP 295  
75921 Paris Cedex 19  
contacts@alternativelibertaire.org  
[www.alternativelibertaire.org](http://www.alternativelibertaire.org)

ne pas jeter sur la voie publique - SVF

- Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire.  
 Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel *Alternative libertaire*.  
 Je m'abonne à *Alternative libertaire* (25 euros pour un an, 18,30 euros pour chômeurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).  
NOM..... PRÉNOM..... TÉL. .... E-MAIL .....  
ADRESSE.....